

# DISP : LA CGT EST PRÊTE À NÉGOCIER UN VRAI PLAN DE FILIÈRE, PAS UN PLAN DE LICENCIEMENT LOW-COST !

**M**algré un projet d'accord provocateur, envoyé par la partie patronale quelques heures avant cette première réunion de négociation, la **délégation Presse de la Filpac**, mandatée par l'assemblée générale du 11 décembre dernier, s'est déplacée dans les locaux de l'Alliance ce 18 décembre. Dans la droite ligne de leur projet d'« accord d'application sur l'évolution de l'outil industriel de la presse quotidienne et l'accompagnement social des mutations technologiques et industrielles pour la presse en régions », les représentants patronaux se sont présentés devant nous munis d'un seul mandat. Celui de signer uniquement un accord d'application, pour la seule PQR et moins disant que l'accord cadre et l'accord d'application du **Dispositif industriel et social de la presse (DISP)** signés par les partenaires sociaux de la PQN, avec de plus pour objectif de ne pas ratifier cet accord cadre. D'après la délégation patronale, la PQR n'aurait pas les moyens de s'aligner sur les modalités de départs définies dans l'accord de filière signé par la PQN car la prise en charge sur 6 ans serait trop onéreuse financièrement. Pour une branche appartenant majoritairement à des banques d'affaire et à des milliardaires, cela prêterait à rire si ce mépris en direction de nos mandants n'était pas aussi flagrant...

Notre délégation a tout de suite calmé les ardeurs réactionnaires patronales :

- **Non, la CGT n'acceptera jamais de négocier un texte qui serait moins profitable aux salariés qu'un accord cadre déjà signé par une partie de l'Alliance !**
- **Non, la CGT ne reniera pas sa signature de la CCN**

**Malgré ces provocations, notre délégation, qui avait toutes les raisons de quitter cette réunion fantoche, a fait le choix de rester pour affirmer la position des syndicats de la presse (...)**

**presse en régions en écartant la PQD et la PHR d'un accord de filière !**

- **Non, la CGT ne signera aucun chèque en blanc à nos patrons afin qu'ils puissent, encore une fois, capter les subsides de l'État sans les investir réellement pour le bien de la profession !**

Malgré ces provocations, notre délégation, qui avait toutes les raisons de quitter cette réunion fantoche, a fait le choix de rester pour affirmer la position des syndicats de la presse définie à la dernière AG de négocier et signer concomitamment l'accord cadre du DISP et un accord d'application spécifique à la presse en régions à la hauteur de leurs exigences. Après avoir demandée une première suspension de séance, la partie patronale nous a proposé de signer l'accord cadre dans un premier temps mais en supprimant tous les éléments définissant les montants de départ.

Après une deuxième interruption de séance, demandée par la CGT, notre délégation a réaffirmé la position de l'AG des syndicats de la presse qui refusent toute modification de l'accord cadre et qui

exigent un accord d'application

pour la presse en régions en adéquation avec l'accord filière déjà signé par la PQN.

La partie patronale a préféré ne pas fixer de nouvelle date de réunion avant que leur

Conseil d'administration

décide, après un débat sur

notre position, si une rencontre courant janvier leur apparaîtrait utile.

Apparemment, nos patrons sont moins pressés qu'il ne l'affirmait en début de réunion...

La Filpac restera extrêmement vigilante sur l'attitude des magnats de la presse et œuvrera pour que l'attribution des subsides de l'État ne soient pas accordés à la poignée de milliardaires, industriels ou éditeurs, qui pourraient comme à leur habitude, s'approprier ces aides publiques en les détournant de leur fonction première. •



RESPECT  
DES ACCORDS!